



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
59820 Gravelines

Gravelines, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OPALE ENVIRONNEMENT

52 rue Clément Ader
62100 Calais

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\OPALE
ENVIRONNEMENT_Centre de tri_rue Marcel Doret_CALAIS_0007002411\2_Inspections\2026 02 24
AN TTR
Code AIOT : 0007002411

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement OPALE ENVIRONNEMENT implanté 1000 rue Marcel Doret 62100 Calais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OPALE ENVIRONNEMENT
- 1000 rue Marcel Doret 62100 Calais
- Code AIOT : 0007002411
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Opale Environnement est autorisée, par arrêté préfectoral n° DAGE/BPU/IC-GM-2011-154 du 03/08/2011, à exploiter un centre de tri de déchets industriels rues Marcel Doret et Clément Ader à Calais.

Cet arrêté est modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants :

- arrêté préfectoral complémentaire du 30/12/2014 : constitution de garanties financières,
- arrêté préfectoral complémentaire du 02/09/2022 : modification des outils de broyage et installation d'une nouvelle ligne de tri.

Le centre de tri réceptionne, trie et éventuellement traite les déchets suivants :

- déchets d'activités économiques contenant une fraction valorisable ("5 flux" en mélange),
- encombrants et refus de tri,
- déchets de meubles,
- déchets de bois,
- papiers, cartons et plastiques collectés séparément,
- métaux et déchets métalliques,
- placoplâtre,
- déchets de chantiers valorisables,
- déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E),
- verre (laine de verre),
- tout-venant de déchetterie.

Le tri des collectes sélectives a été arrêté en 2011. La même année a été mise en place une ligne de production de combustibles solides de récupération (CSR), remplacée quelques années plus tard par un broyeur à déchets polyvalent.

Du fait de son activité de production de CSR (broyeur à déchets), le site relève de la réglementation IED (Industrial Emissions Directive) au titre de la rubrique 3532 (valorisation [...] de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour[...]). Elle relève également du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2791 (traitement de déchets non dangereux).

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
2	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
3	Présence du plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Ilottage	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3 et 9.II	Demande d'action corrective	6 mois
7	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6	Sans objet
6	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
8	Petits îlots	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article définitions et 9.I	Sans objet
9	Zone d'entreposage tampon	Code de l'environnement du 22/12/2023, article 12.1	Sans objet
10	Organisation liée au REX	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la période 2020 - 2024, le secteur du tri / transit / regroupement de déchets représente une part importante de l'accidentologie répertoriée sur la base de données ARIA, avec en majorité des incendies, dont une partie a mené à des destructions de bâtiments.

Un rapport de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) et du Conseil général de l'économie (CGE) publié en janvier 2023 concernant la réduction de l'accidentologie dans le secteur de la gestion des déchets a en particulier mis en évidence le nouveau rôle des piles et des batteries au lithium dans la survenue des incendies et a émis des recommandations pour faire évoluer la réglementation.

En décembre 2023, la direction générale de la prévention des risques a ainsi publié 4 arrêtés pour faire évoluer ou compléter les dispositions réglementaires s'appliquant aux installations de tri ou de traitement de déchets, afin de prévenir le risque d'accident ou de faciliter l'intervention des services de secours.

L'objectif de l'inspection a donc été de faire le point, dans le cadre de l'action nationale de prévention du risque incendie dans le secteur du tri / transit / regroupement de déchets, sur le respect des prescriptions :

- de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 (modifié par arrêté ministériel du 05/05/2025) relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre de plusieurs rubriques dont la rubrique 2791 (traitement de déchets non dangereux),
- de l'arrêté ministériel du 06/06/18 (modifié par arrêté ministériel du 06/05/2025) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois),

rubriques dont relèvent les installations exploitées par Opale Environnement

L'inspection a été réalisée dans une optique "pédagogique" : ainsi les prescriptions contrôlées ont été transmises à l'exploitant par courriel avant l'inspection. Le plan fourni par l'exploitant afin de préparer l'inspection est disponible en annexe.

Une nouvelle inspection sera réalisée en septembre 2026 afin de vérifier si les non-conformités constatées lors de la présente inspection ont été levées.

A noter que par transmissions du 25/07/2025, du 22/08/2025, du 08/09/2025 et du 08/12/2025, l'exploitant a communiqué un porter à connaissance relatif à la réorganisation de ses stockages de façon à respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 entrant en application à compter du 01/01/2026. L'inspection a permis de lever certaines incertitudes rencontrées durant l'instruction de ce dossier, toujours en cours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours. En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots. L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a installé un réseau de caméras thermiques sur l'ensemble de site. Ces caméras sont accessibles en tout temps via les ordinateurs et téléphones des responsables du site, mais également par une société de surveillance pour les périodes nocturnes. Les caméras thermiques assurent une détection automatique, avec 2 températures seuil de détection : l'une pour le jour (température supérieure aux gaz d'échappement des camions) et l'autre de nuit. En cas de détection, une alerte est envoyée à la personne d'astreinte (et à la société de gardiennage la nuit). Une levée de doute peut être effectuée par l'un comme l'autre via une caméra traditionnelle mobile pouvant balayer une grande partie du site. Plusieurs des caméras thermiques peuvent également retransmettre de la vidéo traditionnelle. Les personnes

d'astreinte, le responsable du site et la société de gardiennage ont accès en permanence aux caméras via une application mobile.

En cas de coupure électrique, l'exploitant est immédiatement informé par la société de gardiennage à distance. Dans ce cas, l'exploitant a la possibilité de solliciter dans un délai court un autre prestataire pour assurer une surveillance physique. La société de ce prestataire est située à environ 2 km du site, ce qui lui permet d'intervenir rapidement en cas de problème, tandis que le principal responsable d'astreinte de la société habite à moins de 10 minutes en voiture.

OBSERVATION : l'exploitant veillera à compléter ses consignes / procédures d'astreinte de façon à y mentionner l'obligation de levée de doute sous 15 minutes (en cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones).

Durant les heures d'ouverture, le système de détection déclenche automatiquement une alarme sonore et visuelle (flashes lumineux) afin qu'elle soit perçue par l'ensemble du personnel quels que soient les EPI utilisés. Plusieurs haut-parleurs sont répartis de façon à couvrir les endroits les plus bruyants.

Les images conventionnelles permettent de balayer l'ensemble des installations (notamment grâce à une caméra mobile au centre du bâtiment principal). Par contre, **une grande partie des îlots 3 et 4 n'est pas couverte par les caméras de détection thermique, qui sont fixes.**

NON-CONFORMITE : une partie des îlots n'est pas couverte par le réseau de caméras de détection automatique d'incendie.

L'exploitant est conscient de cette lacune, et a prévu de compléter son réseau de caméras en 2026.

En cas de détection, l'alerte est automatiquement transmise :

- durant les heures de fonctionnement du site (8h00 - 18h00) : aux responsables identifiés dans le plan d'organisation interne ;
- durant les heures de fermeture : à la société de gardiennage qui, après levée de doute vidéo, contacte le cadre d'astreinte identifié si le sinistre est avéré.

Les noms et coordonnées des responsables de sécurité / d'astreinte, ainsi que ceux de la société de gardiennage, sont clairement précisés dans le plan d'organisation interne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE : l'exploitant complètera comme annoncé son réseau de caméras thermiques de surveillance de façon à couvrir les îlots 3 et 4.

Il veillera à compléter ses consignes / procédures d'astreinte de façon à y mentionner l'obligation de levée de doute sous 15 minutes (en cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;</p> <p>b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
<p>Constats :</p> <p>Pendant les périodes d'exploitation, du personnel est présent dans l'ensemble des zones du site. En dehors de ces périodes, l'exploitant explique qu'une surveillance est réalisée toutes les 2 heures par une société de gardiennage à distance, à l'aide du réseau de caméras. Cette surveillance ne peut être assimilée aux rondes prescrites par le présent article (une ronde physique est nécessaire).</p> <p>Actuellement, les déchets peuvent être réceptionnés jusqu'à 18h00. Certains jours, la ronde (physique) à effectuer deux heures après l'arrivée des derniers déchets doit donc être réalisée par l'exploitant en dehors des heures de fonctionnement.</p> <p>La ronde à la fermeture du site n'est pas forcément formalisée (absence de consignes).</p> <p>NON-CONFORMITE : la ronde à réaliser 2 heures après le dernier arrivage de déchets n'est pas forcément réalisée.</p> <p>NON-CONFORMITE : les consignes relatives à la ronde (dont le contenu est précisé au paragraphe II du présent article) ne sont pas formalisées.</p> <p>L'exploitant réfléchit à modifier ses horaires de réception des déchets de manière à n'avoir à faire qu'une seule ronde physique lors de la fermeture du site (18h00).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE : l'exploitant révisera la façon dont il effectue ses rondes et en formalisera les consignes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>
<p>N° 3 : Présence du plan de défense contre l'incendie</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5</p>

Prescription contrôlée :

Plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.

Constats :

L'exploitant présente le jour de l'inspection son plan d'organisation interne actuel, qui remplit les fonctions de plan de défense contre l'incendie (PDCI). Si le cartouche du document est daté du 02/03/2023, l'exploitant indique qu'il s'agit d'une erreur et que le document a été remis à jour en 2025. L'exploitant l'a transmis au SDIS par courrier du 1er septembre 2025.

Le document présenté distingue bien le scénario d'alerte en présence de personnel sur site de celui en dehors des heures d'ouverture. Les schémas des fiches "réflexe" n°1 à 4 en fin de document viennent compléter les schémas généraux en pages 8 et 10.

Le plan étant disponible au niveau du local de réception, il faut pouvoir ouvrir le portail pour y avoir accès. En cas de sinistre en période non ouvrée, la société de gardiennage peut ouvrir le portail à distance afin que les pompiers puissent y avoir accès. Le cadre d'astreinte peut également se déplacer rapidement sur le site pour ouvrir le portail.

Par ailleurs, par courriel du 02/03/2026, l'exploitant a justifié qu'il a bien transmis la dernière version du PDCI aux services de secours.

Pour rappel, il n'y a pas de dispositif d'extinction automatique sur le site. Concernant les fiches de données de sécurité (FDS), selon l'exploitant il n'y a pas de produits dangereux sur le site.

NON-CONFORMITE : ni les îlots de stockage ni les zones de réception de déchets ne figurent dans le plan de défense incendie.

A l'exception de ce point, le plan de défense incendie contient tous les éléments nécessaires, mais devra être complété par l'exploitant sur certains points (cf. encart "Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat").

A titre d'exemple, les zones de manipulation de déchets devant les îlots, où des déchets peuvent être présent durant les horaires d'ouverture jusqu'à ce qu'ils soient triés et/ou poussés dans les îlots de stockage (et qui sont systématiquement vidées tous les jours) constituent une zone de réception de déchets (cf. définition en article 3 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE : l'exploitant complètera les schémas d'alarme et d'alerte avec les autres mesures pertinentes qu'il a citées lors de l'inspection (par exemple, le fait qu'une personne aille se poster en extérieur pour guider les services de secours).

Il complètera le plan de façon à y faire figurer les îlots, zones de tri, zones de réception de déchets, etc.

Il améliorera l'accès au plan de défense incendie par les pompiers, par exemple en le plaçant dans un coffret dédié à côté du portail.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des

personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

L'exploitant réalise un exercice incendie en interne tous les six mois. L'exploitant a présenté le rapport du dernier exercice, qui a eu lieu le 26/11/2025. Celui-ci n'appelle pas de remarques.

Selon les documents présentés par l'exploitant, les salariés sont tous formés à la première intervention et à l'utilisation des RIA. Cette formation est renouvelée tous les 3 ans. Selon les attestations transmises, la formation est délivrée par la société FSP - Formation Sécurité Prévention (n° organisme de formation : 31 62 021 4062).

Concernant les intervenants extérieurs (dont chauffeurs de camions), une information est réalisée au niveau de la loge d'accueil, synthétisée par une fiche d'accueil et un flyer. L'exploitant ajoute qu'un plan de prévention (au sens des articles 4. 4512-6 et suivants du code du travail) est systématiquement mis en place même pour une durée de travail inférieure à 400 h (hors chauffeurs).

Pour les chauffeurs, l'exploitant a traduit son protocole d'accueil en ukrainien, en polonais et en russe, qui sont les principales langues étrangères rencontrées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Ilotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3 et 9.II

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

Article 3

[...]Ilot : zone délimitée par des parois ou par un marquage au sol, dont la surface au sol n'excède pas 500 m2.[...]

Article 9

[...]II. - Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.

La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.

La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.

Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.

Les îlots en extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation.

Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'îlot extérieur considéré, est inférieure à dix m³ de déchets combustibles ou à un m³ de déchets inflammables[...].

Constats :

Pour rappel, la surface d'un îlot n'excède pas 500 m². Le plus gros îlot des 21 îlots identifiés par l'exploitant (cf. dossier de porter à connaissance du 20/07/2025), dans la configuration projetée, est l'îlot n° 3 (400 m²).

Les îlots vérifient la condition géométrique (tout point est bien situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours).

La hauteur maximale de stockage de 6 m est respectée. L'exploitant explique que la hauteur de 6 m n'est de toute façon pas atteignable sur son site sans mise en danger des opérateurs.

Les îlots identifiés sont bien séparés par des allées de largeur d'au moins 5 mètres.

Etant donné :

- que le bâtiment n'est pas équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF/T3 (toiture en fibrociment), et n'est pas non plus isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur,

- que les îlots à moins de 10 m des bâtiments ne sont pas équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie, déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt

la distance minimale de 10 m aux bâtiments est applicable.

NON-CONFORMITE : la distance minimale de 10 m aux bâtiments n'est pas respectée pour les îlots n°1 (à 7 m du bâtiment n°2), n° 3 (à 6 m du bâtiment n° 2), n°4 (à 4 m du bâtiment n°2 et à proximité immédiate du bâtiment n°1) et n°8 (à 3 m du bâtiment n°2).

L'exploitant a sollicité, par dossier du 20/07/2025 susmentionné, l'application de l'article 9.III de

<p>l'arrêté ministériel du 22/12/2023 qui permet l'aménagement des prescriptions précédentes sous certaines conditions.</p> <p>L'instruction du dossier est en cours.</p> <p>NON-CONFORMITE : les îlots ne sont pas délimités par un marquage au sol en l'absence de cloisons.</p> <p>REMARQUE : de manière générale, l'exploitant veillera à bien s'approprier le vocabulaire de l'arrêté ministériel modifié du 06/06/2018, de façon à identifier les différents types de zones potentiellement présentes sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE : l'exploitant signalera par un marquage au sol adapté la délimitation des îlots (en l'absence de murs / cloisons). Une attention particulière sera portée sur les îlots n°5 et 6, sous l'auvent principal, ont tendance à s'étaler l'un vers l'autre.</p> <p>Concernant la non-conformité relative à la distance minimale de 10 m bâtiments, l'instruction du dossier de demande d'aménagement des prescriptions est en cours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Traçabilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la version informatique de son état des stocks, accessible de tous les postes informatiques de l'établissement (ou par connexion distante au serveur depuis un ordinateur). L'état des stocks est réalisé tous les vendredi; sur la base d'une équivalence volumique entre le nombre de balles, de bennes et de semis comptabilisés. Il est alors imprimé et affiché dans le local de réception.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à imprimer l'état des stocks tous les vendredi et à l'afficher dans le local de réception. Un doute est émis sur le fait qu'il soit accessible dans le cas où l'incendie aurait lieu à proximité du local de réception.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE : l'exploitant améliorera l'accès à l'état des stocks en cas d'incendie, de façon à ce qu'il soit accessible rapidement et en toutes circonstances. Il pourra par exemple vérifier s'il est possible d'accéder au fichier par un smartphone. Autre exemple : il pourra placer l'état des stocks avec le plan de défense incendie dans un coffret pompier au niveau du portail d'entrée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Stockage des batteries

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p> <p>Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. Cette disposition peut être adaptée par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant, des D3E, ainsi que d'autres objets susceptibles de contenir des batteries peuvent se retrouver par erreur dans les déchets collectés (refus de tri). L'exploitant les stocke dans un fût en acier fermé, dont le caractère REI60 n'est pas démontré et qui n'est pas muni de rétention. Les D3E non susceptibles de contenir des batteries sont stockés séparément dans des box fournis par l'éco-organisme EcoSystem. Le jour de l'inspection, le fût dédié aux batteries contenait uniquement une petite batterie au lithium.</p> <p>NON-CONFORMITE : le fût dédié aux batteries n'est pas REI60 et n'est pas muni d'une rétention. Les deux derniers enlèvements de déchets susceptibles de contenir des batteries ont eu lieu les 11/02/2026 et 18/02/2026. L'exploitant explique que la périodicité d'enlèvement varie en fonction des refus de tri mais n'excède pas six mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE : l'exploitant se munira d'un contenant pour batteries répondant aux prescriptions du présent article.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Petits îlots

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article définitions et 9.I
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Petit îlot : zone susceptible de contenir des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à dix m3 si elle est située dans un bâtiment ouvert ou fermé, et à 30 m3 sinon ; - les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur...) ; - la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120. <p>Article 9.I</p> <p>[...]Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent.</p> <p>Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas de petits îlots sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Zone d'entreposage tampon

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/12/2023, article 12.1
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Zone d'entreposage tampon du processus de tri.</p> <p>Les zones d'entreposage tampon du processus de tri manuel ou mécanisé se composent de deux types de zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les zones d'entreposage temporaire en amont du tri ; - les zones d'entreposage temporaire sous cabine de tri. <p>Toute zone d'entreposage temporaire en amont du tri est d'un volume maximal de 20 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ; - elle est munie d'un système d'extinction automatique. <p>Toute zone d'entreposage temporaire sous cabine de tri est d'un volume maximal de 120 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ; - elle est munie d'un système d'extinction automatique. <p>Les bâtiments ouverts ou fermés dans lesquels sont situées des zones d'entreposage tampon du</p>

processus de tri sont munis d'un système de détection automatique et d'alarme incendie. Les prescriptions du présent article peuvent être adaptées par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.

Constats :

Une zone de tri des papiers et cartons, avec cabine de tri et box, est aménagée sur le site. Selon le dossier du 20/07/2025, la zone de dépôt en amont du tri fait un peu moins de 20 m3. Elle est délimitée par des panneaux métalliques avec marquage de la hauteur maximale. La zone de stockage sous cabine de tri fait 120 m3 au total (tous box confondus). L'exploitant indique que ces zones sont vidées tous les jours, mais que cela n'est pas pratique quand le volume restant est insuffisant pour commencer une nouvelle balle. L'exploitant réfléchit donc à installer un système d'extinction automatique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Organisation liée au REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du REX

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

L'exploitant explique qu'en cas d'accident, les déclarations d'accident sont réalisées par la cellule d'appui technique du groupe, dont l'un des membres est présent lors de l'inspection.

L'inspection a permis d'informer l'exploitant des nouvelles modalités de déclaration (déclaration en ligne via le site <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>).

La DREAL rappelle qu'il est important de mettre en place d'une organisation relative à la gestion

du retour d'expérience (REX) : collecter et centraliser en interne les situations dégradées, analyser les situations, tirer les enseignements et si besoin un plan d'actions

Type de suites proposées : Sans suite